

ÉDITORIAL
JOAN CONDIJTS
Rédacteur en chef

Une semaine politiquement caniculaire

Est-ce l'ascension du mercure? Ou le triomphe de ce Macron qu'il aurait voulu être et ne sera jamais? Après trois années de cohabitation rouge-romaine, Benoît Lutgen, par un lundi caniculaire, glace le petit monde de la politique belge: fini de gouverner avec Di Rupo & Co! Au nom de la morale, clame-t-il. Parce que le président social-chrétien, pardon «humaniste», ne supporte plus les filouteries et les goinfries socialistes. Ou plus justement, pour éviter, penseront les cyniques, de mourir aux côtés de cet ogre écarlate que l'électeur sondé donne presque aussi mourant que le cdH ne l'est déjà.

Coup de poker? De Jarnac? Bas? Ou plutôt «coup» tout court.

Jusqu'à présent, ça fleure plus l'amateurisme d'un entêté isolé que le génie à trois bandes d'un Mitterrand des heures glorieuses. Tout ce grand-guignol ne sera peut-être qu'un coup dans l'eau finalement... Reste la raison affichée, honorable somme toute: l'éthique. Benoît Lut-

gen, comme le chante en chœur toute la classe politique, veut davantage de morale dans les affaires publiques. Et qu'entend le citoyen?

Que beaucoup de socialistes, courant après les écologistes, plaident pour un décumul des mandats. Une mesure salutaire? En apparence seulement. Que Paul Magnette (PS) ou Maxime Prévot (cdH) ne puisse pas assumer et un ministère et le maïorant d'une grande cité paraît évident. Qu'un bourgmestre d'un village ne puisse plus être député le semble beaucoup moins. Un décumul total signifierait simplement davantage de mandataires, soit des coûts plus élevés... Or, ce qu'il faudrait, c'est surtout moins de mandats.

Parallèlement, insuffler davantage de morale dans le monde public passe par une limitation du nombre de mandats (deux maximum?) dans le temps. Une sorte de concentration de l'action des hommes et des femmes politiques, couplée à la prévention d'éventuels conflits d'intérêts postérieurs (utiliser sa fonction publique pour préparer son futur «privé»).

Deux mesures (moins de mandats et limitation dans le temps) qu'une classe politique égocentrique peine à envisager.

Le pompon de cette semaine «de crise» revient toutefois à la FGTB et à ce concept novateur de «grève parce que les socialistes ne sont plus au pouvoir». Une sorte de bouderie syndicale, notamment justifiée par le patron de l'aile wallonne en ces termes: «Il y a une absence de respect de la démocratie. Un gouvernement MR-cdH, cela représente-t-il vraiment la sensibilité politique des Wallons? Non.» La chaleur sans doute... Ou une réminiscence anarcho-syndicalo-communiste? La démocratie s'appuie sur les urnes plus que sur la sensibilité fantasmée...

La semaine prochaine, ça ne pourra qu'aller mieux: il pleut et Macron ne fera plus d'envieux avec des urnes débordantes.

Le pompon de cette semaine revient à la FGTB et à ce concept novateur de «grève parce que les socialistes ne sont plus au pouvoir».